



STOPPONS MACRON ET LES CAPITALISTES

TOUS ENSEMBLE, MOBILISÉS !

EN GRÈVE !

POUR LA RETRAITE À 60 ANS MAX !

L'AUGMENTATION MASSIVE DES SALAIRES !

DES EMPLOIS ET DE VRAIS SERVICES PUBLICS !



Les profits des 40 plus grosses sociétés cotées en bourse à Paris (CAC 40) atteignent 172 milliards d'euros. Ils seraient en hausse de 34 % par rapport à 2021

et auraient même doublé, comparés à 2019, avant le Covid !

Cette année encore, en dehors de ses amis les gros actionnaires, le gouvernement Macron-Borne n'est pas dis-

posé à faire de cadeaux. Des attaques successives sont programmées contre les droits des travailleurs, et pour augmenter les profits du patronat. Début janvier, une nouvelle réforme des retraites allonge le temps de carrière et l'âge de départ et s'en prend aux régimes spéciaux. Et ce ne sont pas les 100 € de plus sur les petites retraites qui coûteront cher. Et le RSA « nouvelle formule » se met en place, conditionné à un travail gratuit pour les patrons équivalant à un mi-temps.

Dans le même temps, le gouvernement continue sa propagande et ses lois racistes, comme la loi asile et immigration, avec un double objectif : durcir encore les conditions d'accueil pour les réfugiés et désormais trier les étrangers qui resteraient selon les besoins patronaux. Leur politique est agressive et répressive car ils sont fragiles derrière. Macron n'a pas le soutien dans la population ni de majorité stable à l'Assemblée. Le 49-3 a déjà été utilisé 10 fois pour passer ses lois ! Et la colère s'approfondit face aux conditions de vie, une

inflation autour des 7 %, des pénuries de médicaments, et des restrictions sur l'énergie qui imposent ainsi des températures basses dans les lieux publics comme les écoles...

NOUS DEVONS FAIRE PLIER LE GOUVERNEMENT !

Devant la vie dure qui nous est imposée, des grèves se poursuivent localement pour les salaires. Et c'est juste, il faut augmenter les salaires ! Et c'est aussi avec des salaires plus hauts que l'on aura plus de cotisations pour les retraites. Prenons sur les profits des grands patrons, dont les bénéfices ne font que s'accroître ! Il faut retirer des mains du privé les grands secteurs de l'économie et avoir de vrais services publics, hôpitaux, crèches, écoles, transports ! Tout cela doit être gratuit, de qualité et sans concurrence ! Opposons au gouvernement nos revendications en les défendant ensemble. Construisons une mobilisation de tous les travailleurs et travailleuses, dès le 19 janvier, avec

les syndicats, avec les partis, le 21 janvier, et ensuite ! Fédérons toutes celles et ceux qui sont en colère et déterminés à ne pas se laisser faire. Ainsi, face aux capitalistes qui nous exploitent et à leurs alliés au gouvernement, nous aurons un rapport de force favorable à ceux qui produisent, qui font tourner la société et qui sont majoritaires.

Ça serait le rôle d'un parti de masse des travailleurs que de mobiliser autour d'un tel programme et d'organiser tous ceux qui veulent riposter et s'en prendre au capitalisme. Il nous manque cet outil politique où l'on puisse discuter du programme face à Macron et des stratégies pour nos luttes... C'est pourquoi, en même temps que nous construisons la riposte, nous devons multiplier les discussions autour d'un programme clairement anticapitaliste, qui trace les perspectives d'une société socialiste où nous décidons ensemble de ce que nous produisons, des besoins, de l'économie. C'est le seul moyen de se débarrasser des capitalistes et de leur politique.



RETRAITES, SALAIRES... COMMENT ORGANISER LA LUTTE CONTRE LA POLITIQUE DE MACRON ?

PAGE 4



QUELLE ÉVOLUTION POUR LA FRANCE INSOUVERAINE ?

PAGE 3



IL Y A TRENTES ANS, « JEUNES CONTRE LE RACISME EN EUROPE »

PAGE 2

LE COMBAT ANTIRACISTE ET SON ACTUALITÉ

RETOUR SUR LE LANCEMENT DE

JEUNES CONTRE LE RACISME EN EUROPE

IL Y A 30 ANS

■ LEÏLA MESSAOUDI

Un nombre important d'étrangers sont venus travailler en France, de gré ou de force, à partir du 20^e siècle. Une partie des travailleurs et des jeunes sont donc étrangers ou d'origine étrangère. Désormais, deuxième, troisième, quatrième génération : nombreux-ses sont celles et ceux issus de l'immigration et qui subissent également régulièrement le racisme.

Au début des années 1990, une partie importante de l'activité politique de l'organisation dont proviennent quelques membres de la Gauche révolutionnaire actuelle (les JCR-Égalité) reposait sur la construction de la lutte antiraciste en lien avec la lutte révolutionnaire. En 1992, cherchant à donner des outils de lutte à la jeunesse, les sections européennes du Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO) ont organisé une grande manifestation antiraciste à Bruxelles, avec 40 000 participants. C'est à cette époque que la Gauche révolutionnaire a pris contact avec le CIO.

ANNÉES 1990 : UN CONTEXTE DE REcul

En effet, cette question était centrale. Car dans les années 1990, avec la chute de l'URSS et faute de perspectives face au capitalisme, les discours réactionnaires et anti-travailleurs se multipliaient. Les idéologies racistes et fascistes prenaient alors un nouvel essor sur le terreau de la crise économique et du chômage. En ex-Allemagne de l'Est, notamment à Rostock, les militants néo-nazis avaient tué, incendiant à coups de cocktail Molotov les foyers de travailleurs et d'étudiants étrangers.

En France, les nombreuses bavures et meurtres racistes de la



police, les inégalités, la montée d'actes antisémites de groupes fascistes (destruction de tombes juives à Carpentras) et la montée du FN étaient des éléments radicalisant une partie de la jeunesse.

« IL N'Y A PAS DE CAPITALISME SANS RACISME »

En reliant la question du racisme à son origine, le capitalisme, nous avons lancé « Jeunes contre le racisme en Europe » (JRE-YRE) qui a mobilisé des milliers de jeunes contre les fascistes et les politiques racistes et antisociales des gouvernements à travers l'Europe.

En France, c'est en février 1993 que JRE est lancé, à l'occasion de la sortie du film sur le dirigeant des Black Panthers, Malcolm X. Son militantisme avait été sans concession impliquant une lutte contre l'appareil d'État américain. Il avait commencé à tirer

les leçons de son combat, avant d'être abattu par la CIA. Et formulé l'idée qu'il n'y a pas de capitalisme sans racisme et que la lutte antiraciste est celle de la classe ouvrière, commune aux noirs et aux blancs.

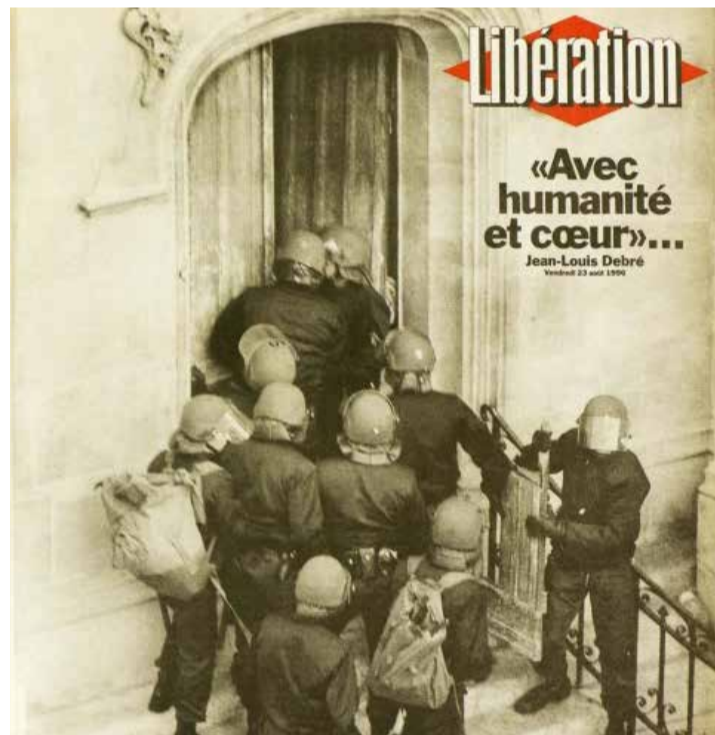
DU BOULOT, PAS DE RACISME !

Notre slogan central « du boulot pas de racisme ! » combattait l'idée que le problème du chômage serait lié aux étrangers et montrait que les inégalités sociales et le chômage font le lit des idées racistes. Lutter contre le racisme implique de combattre ses racines : le capitalisme même, qui divise les travailleurs pour faciliter leur exploitation. C'était aussi un appel à entrer en lutte collectivement, qu'on soit issu de l'immigration ou pas, et non une dénonciation seulement « morale » du racisme. Cet appel à la lutte collective a fait qu'il y a

toujours eu beaucoup de jeunes et de travailleurs issus de l'immigration dans les rangs de JRE.

LES CAMPAGNES DÉTERMINÉES ET MILITANTES DE JRE

Manifestations contre le Front national notamment à l'occasion des meetings de Jean-Marie Le Pen, mais aussi campagnes dans les lycées et universités, la campagne contre les exclusions de lycées et de collèges de jeunes filles qui portaient le foulard dès 1994, lors de la circulaire discriminatoire de Bayrou, pour défendre le droit à l'école pour toutes et tous, et le refus des discriminations, la défense de la régularisation de tous les sans-papiers sans condition et l'organisation du soutien à leur lutte et auto-organisation... Des comités de JRE se créent et des jeunes nous rejoignent pour lutter contre le racisme et le fascisme et s'en prendre au système capitaliste. Un camp européen antiraciste et antifasciste regroupant plus de 1 000 personnes est organisé en Allemagne l'été 1994.



LA LUTTE DES SANS-PAPIERS

En France, un mouvement était né autour d'occupations d'églises par des travailleurs et travailleuses sans-papiers. La plus emblématique fut celle des sans-papiers de St-Bernard à Paris en 1996 (voir sur YouTube le film « La Ballade des sans-papiers »). Cette lutte, par son intensité et sa durée, posait des questions centrales que tous les travailleurs en lutte se posent : quelles revendications peuvent faire gagner tout le monde, qui décide dans la lutte. JRE défendait concrètement la question de l'organisation des sans-papiers eux-mêmes, en collectifs indépendants, décidant eux-mêmes des revendications et des actions, en lien avec le reste du mouvement ouvrier, ce à la différence des organisations antiracistes institutionnelles qui refusaient de s'en prendre au capitalisme. La lutte des sans-papiers était à la fois une lutte antiraciste et une lutte sociale, d'une partie des travailleurs qui devait s'intégrer à la lutte de tous les travailleurs. JRE

défendait donc que les syndicats s'impliquent le plus possible. De même, la lutte contre le racisme ne se limite pas à la lutte contre le FN, elle englobe la lutte contre les politiques gouvernementales.

Le gouvernement Chirac a brisé les portes de l'église à coups de hache pour mettre fin à cette occupation très soutenue parmi la population. JRE, devant l'aéroport d'Evreux ou à l'église St-Bernard, sans se substituer aux sans-papiers, organisa en grande partie l'opposition à la police. Les revendications de JRE pour la régularisation de tous, sans critères, étaient partagées par les sans-papiers qui se présentaient eux-mêmes comme des travailleurs privés de droits. Un an plus tard, dans la lutte pour empêcher les expulsions dans les aéroports, Chevènement, ministre de l'Intérieur, à l'Assemblée dénonce l'action de JRE, des « trotskistes anglais » agitateurs (en référence au CIO-CWI) !

UNITÉ MAXIMALE DES JEUNES ET DES TRAVAILLEURS

Les axes et slogans, l'implication dans la lutte concrète, de JRE permirent de faire avancer la lutte et politiser et de former une génération de militant.es et fait partie de notre héritage politique. Dans nos luttes et grèves, dans les organisations du mouvement ouvrier, les syndicats et les partis, il est essentiel que ces jeunes et ces travailleur-ses soient là. Et pour cela, il est incontournable d'avoir aussi des campagnes spécifiques qui permettent de combattre les divisions racistes et de lier la lutte contre le racisme et le capitalisme, pour les combattre tous ensemble.

La Gauche révolutionnaire cherche à organiser la lutte contre toutes les discriminations qui empêchent l'unité des travailleur-ses face au capitalisme. Rejoignez-nous !

EN FRANCE COMME AILLEURS,

NE PAS LAISSER LE RACISME NOUS DIVISER, C'EST LA TÂCHE DU MOUVEMENT OUVRIER !

Le capitalisme, en crise ou non, ne cherche qu'à nous diviser, souvent en utilisant la question des nationalités. Le combat du mouvement ouvrier pour l'unité des travailleur-ses est donc essentiel. Quelques exemples de luttes ou grèves partout dans le monde depuis 2008 posent la question de « comment la classe ouvrière doit s'organiser pour réagir ».

LA GRÈVE COMME ARME POUR L'ÉGALITÉ

En 2008 et 2009, en France, sous Sarkozy et sa loi anti-immi-

gration de 2007 (pas d'embauche de sans-papiers), des grèves de sans-papiers éclatent dans une vingtaine d'entreprises franciliennes. Ils demandent leur régularisation et ont le soutien actif de la CGT et de l'association Droits devant, entre autres. Manifestations, essais d'élargir, occupation de la Bourse du travail, création de la Coordination 75 des sans-papiers... Un certain nombre d'entre eux sont régulièrement régularisés. Malheureusement le soutien actif de la CGT s'arrête, une partie de la direction n'étant plus d'accord. Mais de simples « sans-papiers », grâce à la grève, étaient désormais des

« travailleurs sans-papiers » qui ont fait plier des patrons voyous.

LES TRAVAILLEURS UNIS EN ANGLETERRE BATTENT TOTAL

La même année en 2009, une formidable grève victorieuse s'est déroulée à la raffinerie Total de Lindsey, en Angleterre. Total veut agrandir ses locaux, change de sous-traitants pour embaucher une boîte italienne à la politique antisyndicale féroce. Les travailleurs anglais ont peur de perdre leur boulot et défendent sur les piquets « des emplois que pour les An-

glais » ! Beaucoup de militants de gauche ne veulent pas soutenir. Les militants du Socialist Party (notre organisation sœur) eux, bravant les lois antisyndicales de Thatcher créent un comité de grève, popularisent la lutte, mettant en avant la défense de tous les travailleurs anglais et étrangers.

Les panneaux réactionnaires sur les piquets ont vite disparu. Cette grève emblématique a permis que la majorité des travailleurs soient réintégrés et que tous, Anglais et étrangers, aient les mêmes droits syndicaux.

AFRIQUE DU SUD, LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA POLITIQUE DE L'ANC

Enfin en Afrique du Sud en 2021 et 2022 des meurtres racistes ont lieu notamment dans les townships près de Johannesburg. La situation économique du pays est catastrophique après la pandémie et l'inflation actuelle ; des milliers de gens sont sans travail. L'ANC au pouvoir est incapable de résoudre cette crise. Cette politique criminelle des dirigeants a permis l'émergence d'organisations xénophobes nationalistes comme « Opération Dudula » (« foutre

dehors »). Elle chasse les sans-papiers allant jusqu'à les tuer comme un jeune Zimbabwéen près de Johannesburg. C'est la guerre entre pauvres ! Elle défend les intérêts des capitalistes, de son gouvernement et divise la classe ouvrière. Nos camarades du Marxist Workers Party dénoncent ces crimes, la politique de l'ANC, et défendent notamment les mêmes droits pour tous ceux qui travaillent en Afrique du Sud.

Contre le racisme et le capitalisme, rejoignez le Comité pour une Internationale Ouvrière !

QUELLE ÉVOLUTION POUR LA FRANCE INSOUMISE ?

■ RACHEL MAHÉ

Après les législatives, la France insoumise nationale ne faisait que les actions NUPES. Mais les insoumis ne s'en sont pas contentés, fort heureusement. Et tout cela a poussé à devoir répondre aux attentes d'évolution quant à la structuration et le fonctionnement du mouvement. Une assemblée représentative est arrivée tardivement en décembre.

La structuration en sort renforcée, notamment dans les départements ainsi que la formation. Mais le texte d'orientation n'a pas pu être discuté collectivement mais seulement via la plate-forme. Des représentants départementaux étant tirés au sort, il aurait fallu organiser des réunions locales pour préparer et discuter des propositions. Cela aurait permis de poser les bases d'une structuration départementale. Ce fut le cas parfois, car des insoumis ont œuvré pour des assemblées locales, mais il a fallu pousser fort.



À la marche contre la vie chère organisée par la FI le 16 octobre 2022 à Paris

Depuis longtemps, et à raison, beaucoup d'insoumis déplorent le manque de discussion et de démocratie au sein de la France insoumise. Il est anormal que les insoumis apprennent par la presse la création de la NUPES ou les sanctions prises à l'encontre d'Adrien Quatennens sans que l'on sache en interne quel processus a conduit à ces décisions et qui en est à l'origine.

Cela laisse place à un sentiment amer d'inconsidération et des prises de positions individuelles totalement dépolitisées. De plus, c'est du pain béni pour les ennemis politiques qui savent très bien s'en servir.

À quoi cette structuration servira-t-elle si les insoumis et les Groupes d'action locaux ne peuvent pas élaborer eux-mêmes ? Force est de constater

que Jean-Luc Mélenchon et les autres dirigeants insoumis se sont arrêtés au milieu du gué. Et vu la volatilité de la période, le risque est que le mouvement prenne l'eau à la prochaine averse.

VERS UNE FORCE POLITIQUE CAPABLE DE DÉFIER MACRON

La situation exige une véri-

table nouvelle force politique dans laquelle les militant·es pourraient enfin s'organiser et décider collectivement. L'appel à la marche pour nos retraites du 21 janvier et la campagne contre la vie chère sont de bonnes initiatives pour encourager la lutte

contre la politique de Macron. Et les revendications de blocage des prix et d'augmentation des revenus sont justes. Mais comment le mouvement pourrait-il répondre aux exigences actuelles : quelles perspectives pour les luttes, comment construire un mouvement de masse contre Macron, quelle politique en direction des syndicats... sans une transformation sérieuse ?

En 2022, la France insoumise c'était près de 110 000 nouveaux membres et 3 000 réunions publiques. Cet écho montre le potentiel qu'aurait la création d'un vrai parti de masse des travailleur·ses pour le socialisme et une certaine disponibilité à le rejoindre. Même s'il est peu probable à ce jour que la FI devienne un tel parti, l'expérience et le débat en son sein pourraient faire avancer des jeunes et des travailleurs dans ce sens.

SCISSON DU NPA : UNE SÉPARATION INÉVITABLE LE BESOIN D'UN PARTI DES TRAVAILLEURS RESTE ENTIER

■ ELEMIAH & LEÏLA

Une scission a pour but de clarifier le programme politique de l'organisation et acte qu'il n'est plus possible de travailler au quotidien à cause de visions, programme et méthodes trop différentes voire contradictoires. Les militants du NPA étaient déjà bien conscients de ces divergences. Si les débats de fond avaient été plus nombreux, ils auraient permis de clarifier le programme.

DU CHAMP DE BATAILLE PERMANENT AU CHAMP DE RUINES

Les uns accusent les autres de ne pas être assez « révolutionnaires », et les autres disent des premiers qu'ils ne sont pas assez « unitaires ». Et ce, depuis 13 ans. L'un des problèmes majeurs du NPA est qu'aucune des questions n'a été débattue de manière fra-

ternelle et approfondie. Du coup, rien de tout cela n'a été relié à ce qui devait faire le cœur d'un Nouveau Parti Anticapitaliste : ce qui renforce le camp des travailleurs. Le contenu politique des campagnes décidées par la direction du NPA a donc logiquement été minimal et faible. Les formules ont varié d'un matériel public à l'autre, selon les villes souvent limitées à une série de revendications sociales (augmentation des salaires, arrêt des licenciements etc.), justes mais bien en-dessous de ce qu'il faut en cette période de crise profonde du capitalisme depuis 2008.

Les seuls moments de débats au NPA, et du coup, d'affrontements virulents, étaient électoraux. Très limités, ils n'ont rien clarifié. Et surtout jamais aucun débat central n'a porté sur l'analyse des niveaux de conscience ou sur ce que chacun mettait derrière certains slogans. Comment développer notre programme dans les luttes ? Comment les construire de ma-

nière à ce qu'elles soient des pas, même minimes, pour développer le combat pour le renversement du capitalisme et la conscience socialiste ?

Ce fonctionnement n'a permis qu'à des convaincus de militer à leurs côtés, alors que le but initial du NPA était d'amener de nouvelles couches à militer. Le camp des travailleurs a besoin d'une direction solide et d'un parti au programme clair pour qu'il adopte les bonnes méthodes et tactiques pour les intérêts des travailleurs et de la majorité de la population. Et, ainsi, ne pas craindre de le mettre en discussion partout.

AVANCER VERS UN PARTI DES TRAVAILLEURS : UNE QUESTION SANS RÉPONSE AU SEIN DU NPA

Dès 2010, émerge le Front de gauche puis le principal candidat à gauche du PS, Mélenchon.

Alors qu'il utilisait un slogan comme « Prenez le pouvoir ! », et parlait, alors, du socialisme comme alternative au capitalisme, le NPA restait cantonné à ses revendications et à « nous ne paierons pas leur crise »... Le NPA était à l'écart, sans pour autant avoir des axes plus avancés, au lieu d'interpeller Mélenchon en disant : « chiche ! discutons ensemble, comment faire ? » Il fallait proposer une orientation au débat sur comment faire pour ne pas payer la crise. « Prenons le vrai pouvoir, l'économie et la finance, nationalisons les banques et les multinationales, annulons la dette, luttons ensemble pour cela ! ». Ni les « Unitaires », ni les « Révolutionnaires » n'ont cherché à faire cela. C'est, pour nous, le rôle de militant·es marxistes révolutionnaires.

La nécessité d'un parti des travailleurs pour le socialisme est toujours là. Nous sommes pour l'unité, et pour cela, il faut toujours s'assurer des bases sur lesquelles on discute. Certains points ne peuvent pas ne pas être discutés, car ils marquent le caractère de classe de ce qu'on construit : la nationalisation sous contrôle de la population, la planification de la production, le fonctionnement démocratique et inclusif du parti, etc. La Gauche révolutionnaire met ces points en discussion partout, y compris en participant à LFI, tout en construisant une organisation révolutionnaire.

FAISONS BATTRE EN RETRAITE MACRON !

Le gouvernement reste déterminé à nous faire travailler plus et cherche aussi une victoire idéologique contre les travailleur·ses.

Durant la campagne présidentielle, Macron annonçait déjà que l'âge légal de départ à la retraite serait repoussé de 4 mois par an à compter de l'été 2023 jusqu'à 65 ans en 2031.

Le but de Macron et Borne est de faire des économies sur le dos des travailleurs. Pour cela, ils font en sorte que l'on touche moins longtemps la retraite. Quelqu'un qui part à 62 ans aujourd'hui, part à taux plein, mais désormais s'il part à 62 ans, il aura une décote et devra attendre 64 ans. Le niveau des pensions diminuera donc pour tout le monde. Une étude publiée en 2021 par le laboratoire Théorie et évaluation des politiques publiques, le report de l'âge de départ à la retraite tend à augmenter la fréquence et la durée des arrêts maladie, en raison de la dégradation de l'état des santé des travailleurs en fin de carrière. D'après l'Insee 25 % des plus pauvres sont décédés à 62 ans, donc avant même de pouvoir « profiter » d'une retraite.

Le gouvernement promet par cette réforme de revaloriser les petites retraites en promettant 1 200 euros soit 85 % du SMIC. C'est dérisoire dans le contexte d'inflation et de crise économique mondiale. D'autant plus que cette somme ne concerne pas l'ensemble des retraités

puisque, pour en bénéficier, il faut cotiser le nombre de trimestres nécessaire donc de nombreux travailleurs précaires sont exclus de cette pension minimale.

ASSEZ DE CE GOUVERNEMENT !

Le gouvernement est soutenu par Les Républicains, Éric Ciotti annonçait que « la situation économique [...] impose cette réforme ». Mais d'un autre côté, chez LR ils sont divisés sur la « brutalité » de cette réforme, il s'agit d'une tactique pour préparer la prochaine présidentielle, ce pourquoi Ciotti demandait à la Première Ministre que « la réforme s'étale sur deux quinquennats ». Tant que les représentants des capitalistes seront au pouvoir, la même politique sera faite.

Nous avons en face de nous un gouvernement minoritaire mais qui reste déterminé dans la guerre sociale. Pour réellement dégager Macron et sa politique, il faudra des luttes de masse conscientes de la nécessité de dégager les capitalistes. C'est à partir de l'organisation démocratique de travailleurs en luttes (comités de grève, coordinations etc.) que pourrait émerger un gouvernement par et pour les travailleurs. C'est-à-dire un gouvernement dont l'objectif est la rupture avec le capitalisme pour l'établissement d'une société socialiste.



Le NPA a scissionné à son dernier Congrès, le 12 décembre 2022

CONGRÈS CONFÉDÉRAL DE LA CGT : POUR UN SYNDICALISME DE LUTTE !

Du 27 au 31 mars va se tenir le 53^e congrès de la CGT. Mille délégués ont été mandatés par leurs syndicats. Cet événement a lieu tous les 3 ans et a pour objectif de faire le bilan du mandat passé, valider les orientations à venir et élire une nouvelle direction dont le mandat commence à la fin du congrès.

Une liste de 60 noms a été proposée par le Bureau confédéral et validée par la Commission exécutive confédérale pour devenir la future Commission exécutive confédérale (CEC).

Philippe Martinez souhaite être remplacé par Marie Buisson pour porter le mandat de secrétaire générale. Celle-ci ne défend pas une orientation, ni une approche lutte de classe et ne considère pas que la classe ouvrière est centrale dans la lutte contre le capitalisme.

Ces dernières années ont souligné une direction de la CGT en difficulté pour combattre les politiques capitalistes et anti-travailleurs. Sa stratégie de réformes discutées avec le patronat et le gouvernement est un échec.

La confédération n'impulse pas assez de luttes dans les entreprises et n'a pas une vraie stratégie pour combattre le gouvernement Macron en impliquant un maximum de travailleurs et d'organisation syndicales, politiques et associatives.

Évidemment, cela n'a pas échappé à tout le monde et une

opposition interne s'organise pour réorienter la CGT sur une ligne de lutte des classes.

Olivier Mateu de l'Union Départementale des Bouches du Rhône se propose d'être le prochain secrétaire général autour d'un texte d'orientation alternatif intitulé : « Pour une CGT à la hauteur des enjeux ». Cette candidature peut au minimum permettre d'ouvrir des discussions sur quelle CGT notre classe a besoin.

Pour construire une CGT qui puisse être un véritable outil pour la classe ouvrière, cela implique de renforcer l'activité du syndicat et de s'orienter vers de nouvelles couches de travailleur. Il faut être vigilant à ne pas se renfermer dans le sectarisme ; et chercher à construire à un front unique combatif de la classe ouvrière et de ses organisations, syndicales, politiques, associatives sur une base d'indépendance de classe. Pour cela, il y a des revendications vitales pour les travailleuses et les travailleurs, comme la nationalisation des principaux secteurs de l'économie sous contrôle et gestion des travailleurs.

La bataille pour une telle orientation qui s'en prend aux capitalistes, et à leurs gouvernements, va avec le combat pour un fonctionnement démocratique de la Confédération CGT et de l'ensemble de ses instances et syndicats.

SANOPI : PÉNURIE, FRIC ET RÉPRESSION !

Les travailleur-ses de Sanofi ont fait un mois de grève, fin 2022, pour 10 % d'augmentation. Ils ont arraché 4 %, et des primes. Ça représente 16 % des dividendes versés aux actionnaires en 2022, soit 700 millions d'euros de plus qu'en 2021... La multinationale française a le sens des priorités ! La direction, dans la foulée, a convoqué quatre grévistes dont trois élus CGT à des entretiens préalables à licenciement. Elle les accuse de « perturber la fabrication et la livraison de médicaments essentiels aux patients ».

Mensonge ! L'industrie pharmaceutique fonctionne en flux tendus, pour avoir plus de profits, et crée la pénurie. Depuis plusieurs années, la production des principes actifs est concentrée dans quelques pays (Chine, Inde). L'approvisionnement est dépendant et, de ce fait, en difficulté.

Il faut retirer des mains des capitalistes toute la production pharmaceutique et créer un monopole public de la santé et du médicament, géré et contrôlé par les travailleur-ses eux-mêmes en lien avec les besoins de la population.



RETRAITES, SALAIRES, PRIX... UN PLAN DE LUTTE POUR GAGNER !

■ YANN VENIER

Après plusieurs décennies de pression sur les salaires pour maintenir le taux de profit des capitalistes, l'inflation et la crise structurelle du capitalisme qui s'approfondit viennent paupériser d'autant plus la classe ouvrière et les classes moyennes. Parallèlement, les conditions de travail dans le privé et dans le public ne cessent de se dégrader.

Dans ces conditions de plus en plus inacceptables, les travailleurs et les travailleuses sont poussé·e·s à lutter par nécessité. Les luttes et les grèves dans les entreprises ainsi que dans les établissements publics se multiplient pour des hausses de salaires ou des embauches.

C'est dans ce contexte que Macron et toute sa clique, avec le soutien des Républicains et du RN, accentuent les attaques : indémnisation du chômage, destruction des services publics, en particulier le secteur hospitalier ou l'éducation nationale, et maintenant nos retraites. L'objectif étant à chaque fois de détruire tout ce qui échappait au moins partiellement au marché grâce aux luttes menées au cours du



20^e siècle, pour livrer ces sec-teurs à l'appétit des capitalistes.

La bataille pour la défense des retraites va être un élément central du combat contre toute cette politique au bénéfice des riches et des ultra-riches, en cela qu'elle peut être fédératrice. Mais la défense des retraites ne sera pas forcément l'élément qui déterminera l'entrée massive dans la lutte de certaines couches de la classe ouvrière, même si le report de l'âge de départ est massivement rejeté.

Il est nécessaire que les équipes syndicales sur les lieux de travail entraînent les travailleurs et les travailleuses dans la grève pour des améliorations immédiates des conditions de vie et de travail autour de leurs cahiers

revendicatifs (augmentation de salaire, embauche, etc.) et plus globalement pour le blocage des prix, l'indexation des salaires, indemnités et pensions, sur l'inflation, ou encore pour des plans de financement massif des services publics et la création de monopoles publics des secteurs primordiaux de l'économie (santé, énergie, transport, etc.).

En combinant à la fois la lutte sur des revendications pour des améliorations immédiates des conditions de vie et de travail avec celles pour la retraite ou encore pour dessiner une société libérée des capitalistes, on pourra ancrer la grève dans les lieux de travail et lui permettre de se développer, afin que contrairement aux grands mouvements des

dernières années, ce combat ne se réduise pas à une succession de manifestations déconnectées – des sortes d'happening ponctuels dans les centres-villes qui ne construisent pas le rapport de force suffisant face aux patrons et à leurs mandataires politiques.

Après la journée de mobilisation de gilets jaunes, la première journée de grève aura lieu le 19 janvier. Une manifestation nationale à Paris est d'ores et déjà appelée le 21 janvier à l'initiative de plusieurs organisations de jeunesse. Toutes ces initiatives ne s'opposent pas, au contraire elles se complètent et peuvent être des points d'appui pour construire la dynamique sociale et politique pour mettre en échec ce gouvernement minoritaire, obligé de recourir massivement au 49.3 pour imposer sa politique massivement rejetée dans la société.

Ce serait une erreur de croire que l'on pourra obliger Macron et ses sbires ultra-libéraux à mener une tout autre politique, le capitalisme n'a plus de « grain à moudre ». La lame de fond qui monte va donc nécessairement poser la question de les virer du pouvoir et celle de la nécessité d'un gouvernement de la classe ouvrière issu des luttes.

IL EST TEMPS POUR UNE LUTTE DE MASSE POUR LES SALAIRES !

■ VINOU

Le gouvernement multiplie les cadeaux au patronat (baisse des impôts et cotisations sociales), et les profits des grandes entreprises et les dividendes aux actionnaires s'envolent. La crise inflationniste actuelle et les menaces de récession sont le produit direct du fonctionnement du capitalisme.

Les luttes déterminées ont réussi à obtenir des augmentations conséquentes, parfois en 1 ou 2 journées seulement, elles doivent se développer et se coordonner. Il est temps pour une lutte de masse pour les salaires !

Quelles revendications ?

- **Augmentation de tous les salaires de 300 € minimum, pas de prime (et sans augmentation du temps de travail, nouvelles tâches ou missions)**

- **Le SMIC à 1 600 € net, pas de salaire ni pension sous le SMIC.**

- **Il faut prendre dans les profits des grandes entreprises et milliardaires qui se gavent encore plus depuis la crise du COVID grâce à la politique de Macron. Si une entreprise dit être en difficulté, les représentants des travailleurs doivent avoir accès aux comptes pour vérifier.**

- **Dégel du point d'indice dans la fonction publique.**

- **Indexation des salaires sur l'augmentation des prix. Si le patronat augmente les prix, ce n'est pas aux travailleurs de payer la note, les salaires doivent suivre.**

- **Blocage des prix. Alors que le gouvernement arrose les entreprises d'aides pour compenser l'inflation, aucune mesure n'est prise pour empêcher ces augmentations des prix car une partie des capitalistes profitent de l'inflation.**

Une partie de nos salaires est aussi rackettée par le gouverne-

ment, sous forme de baisse des cotisations patronales et casse des services publics : c'est notre salaire indirect qui est volé. La Sécurité sociale, les allocations chômage, la retraite etc. sont financées par ces cotisations issues de notre travail, ce n'est pas de la charité ! C'est pourquoi dans les luttes à venir, les revendications pour les salaires, les retraites et les services publics doivent être reliées. Ces revendications doivent être discutées dans les assemblées générales des travailleurs, par les syndicats et les partis de gauche pour coordonner une lutte de masse contre Macron et le patronat.

200 EUROS D'AUGMENTATION : VICTOIRE DES SALARIÉS DE GRDF

■ L.C.

Fin décembre, après six semaines de grève, les salariés de GRDF ont fait plier la direction et obtenu l'augmentation salariale exigée. La direction de GRDF pensait pourtant avoir gagné la partie en signant un accord pour 2,3 % d'augmentation, bien en deçà des revendications

et de l'inflation, avec 3 syndicats (CFE-CGC, FO, CFDT), la CGT restant minoritaire malgré 48 % des voix. Les salariés, techniciens comme employés de bureaux, ont cependant poursuivi le mouvement, bloquant une centaine de sites, et faisant passer en mode gratuit le gaz pour 16 000 foyers. La direction, qui ne s'émeut pas en coupant le gaz en cas d'impayés, a cédé quand les gaziers

ont coupé le gaz dans la très chic Neuilly-sur-Seine ! Cette mobilisation forte et déterminée a permis de gagner, en plus de l'augmentation générale, une prime mensuelle supplémentaire allant de 50 à 87 euros pour les plus bas salaires. Sans être parfait, ce sera au moins 200 euros d'augmentation. Les agents GRDF ont montré dans cette lutte qu'il leur était possible de contrôler la

fourniture de gaz. À l'heure où chacun craint la prochaine facture de gaz et d'électricité, cette lutte vient nous rappeler qu'un vrai monopole public de la fourniture d'énergie, sous le contrôle des travailleurs, éviterait toute augmentation des prix du gaz et de l'électricité qui flambent sous l'effet de la spéculation et de la recherche du profit, et garantirait l'énergie à tous les foyers.

LA HAUSSE DES PRIX CONTINUE, ET CELLE DES PROFITS AUSSI !

■ JONATHAN BABY

Les prix de l'alimentation ont atteint 12 % d'augmentation moyenne en décembre. Sur certains produits, c'est bien plus : 16 % sur le poulet et le poisson, 18 % sur les légumes, 20 % sur les pâtes et les céréales, 60 % sur les huiles. L'explosion des prix de l'énergie est clairement due à la privatisation du secteur. Les mesures du gouvernement Macron – bouclier tarifaire, chèques énergie et indemnité inflation – n'ont pas du tout compensé la hausse : en moyenne, elles représentent 120 euros... sur une hausse de 840 euros des coûts de l'énergie par ménage.

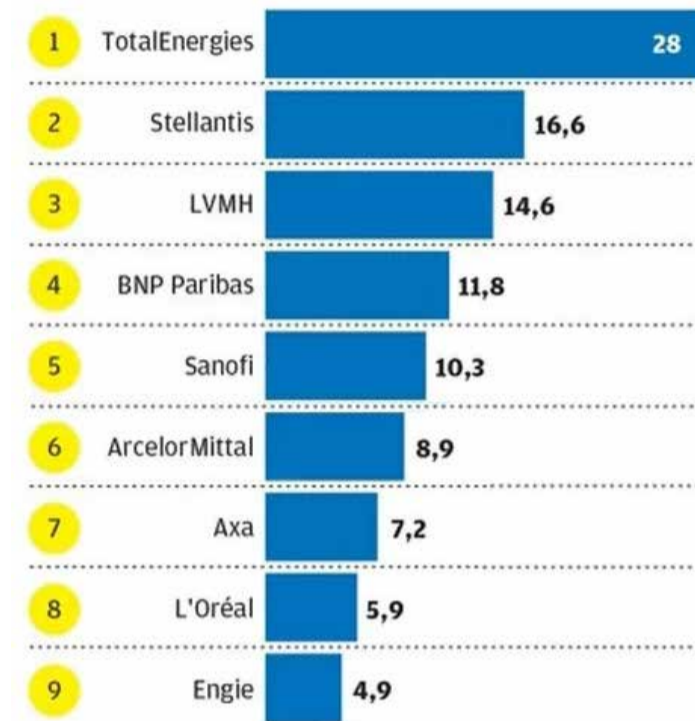
Les milliardaires de l'alimentation et de l'énergie augmen-

tent leurs fortunes de 1 milliard tous les 2 jours ! Total en tête, avec 13,3 milliards d'€ pour ses actionnaires en 2022. Les profits des grandes entreprises françaises ont ainsi plus que doublé par rapport à 2019 !

Les gros producteurs de céréales profitent de la spéculation sur les marchés mondiaux. Les géants de l'agro-alimentaire, comme Nestlé ou Procter & Gamble (États-Unis), prétendent reporter seulement la hausse de leurs « coûts », mais se vantent d'augmenter les dividendes de leurs actionnaires !

Contre cette inflation par laquelle les capitalistes se gavent de profits, luttons pour un contrôle des prix par les travailleurs, à chaque maillon de la production, pour un niveau de vie digne pour toutes et tous.

RÉSULTATS NETS 2022 EN MILLIARDS D'EUROS (EST.)



TOUJOURS DES HAUSSES POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN !

■ PEM

Plus de 10 € de plus par mois pour le passe Navigo pour Île-de-France mobilité, +3 € par mois côté Sytral mobilité (autour de Lyon), des augmentations sont évoquées ou en cours en Pays de la Loire, Nouvelle-Aquitaine, Évreux, Bordeaux, etc. La liste des collectivités territoriales qui font le choix de l'augmentation des tarifs des transports est longue ! Certains accusent l'inflation, d'autres que c'est lié à une meilleure qualité de service... ce sont des foutaises ! Un exemple : le groupe SNCF – qui

possède par exemple 70 % de Keolis – annonce 2,2 milliards de bénéfices. Transdev, la RATP, etc., font aussi des bénéfices, ce même en 2021. On se moque bien de nous ! De l'argent, il y en a.

LES TRANSPORTS PUBLICS DOIVENT ÊTRE EN MONOPOLE DE SERVICE PUBLIC

Et pour autant, est-ce qu'il y aura les investissements nécessaires pour promouvoir les transports en commun notamment là où ils n'existent plus ou presque plus ? Pas du tout ! Les investissements qui peuvent paraître importants sont surtout liés aux re-



tards pris depuis des décennies. On a donc des investissements – aussi bien en infrastructures qu'en personnels – en dessous de ce qu'il faudrait pour des

transports en commun publics, complémentaires, accessibles et suffisamment nombreux partout où c'est nécessaire !

LA LOI ASILE ET IMMIGRATION ATTAQUE TOUS LES TRAVAILLEURS

La nouvelle loi immigration de Gérald Darmanin vise notamment à créer un nouveau titre de séjour temporaire pour les étrangers en situation irrégulière dans les métiers dits « en tension » comme la restauration ou l'hôtellerie.

LA LOI SOUMET LES TRAVAILLEURS À LEUR PATRON

Ce sont les secteurs d'activité où les conditions de travail et les salaires sont très souvent exécrables. Par exemple, si le service n'est pas terminé, il faut continuer à travailler souvent sans voir ses heures supp' payées, etc.

C'est le patron qui devra faire la demande du titre de séjour d'une durée d'un an. Si l'employé perd son travail, il ne pourra pas être renouvelé et devra être expulsé. Ça veut dire que les travailleurs seront encore plus sous pression pour accepter n'importe quels salaires ou conditions de travail, ou encore pour ne pas rejoindre un syndicat pour se défendre. C'est donc une attaque contre tous les travailleurs car les patrons vont se servir de cette main d'œuvre très précaire pour tirer vers le bas les salaires de toutes et tous. C'est pour cela que nous revendiquons la régularisation de tous les travailleurs sans-papiers et l'égalité des droits !



LOI ANTI-SQUAT : TOUS DANS LA RUE ! ?

En décembre, les propriétaires de droite ont pondu une loi anti-squat... pour eux-mêmes.

Guillaume Kasbarian, député LREM, a d'abord tout fait pour faciliter la location des logements, mêmes insalubres.

Ce qui change : avant, les occupants sans titre de résidence principale étaient considérés comme expulsables. Maintenant cela concerne aussi les résidences secondaires et les logements achetés pour louer. Cette loi confond les squatteurs avec les locataires qui ne paient plus leur loyer. La loi anti-squat vise à augmenter la rapidité et la facilité des procédures d'expulsion. Avant c'était 72 heures de délai puis procédure longue.

Les peines encourues par les occupants sans titre triplent : 45 000 € d'amende et 3 ans de prison. Au-delà d'un an de prison, les peines ne peuvent plus être allégées.

Elle rend obligatoire la clause de résiliation d'un bail, et criminalise les associations d'aide au logement. Aussi, les proprié-

étaires qui ont des impayés de loyer pourront décider sous un mois d'une procédure d'expulsion pour leurs locataires.

CETTE LOI POUSSE PEU À PEU LES GENS À LA RUE !

À Bordeaux, 57 % des propriétaires possèdent 5 logements en moyenne. En 40 ans, les loyers ont explosé : + 80 %. En 1955 la trêve hivernale prévoyait la non-expulsion et la réquisition des logements vides. Depuis, il y a toujours autant de logements vacants et de personnes à la rue !

Il nous faut un service public du logement avec un contrôle des travailleurs et de la population ! Se loger dignement est un droit fondamental, personne ne devrait être à la rue. Nos salaires doivent suivre les augmentations ! Les loyers doivent être bloqués pour ne pas nous forcer à choisir entre manger, se chauffer et se loger !

■ PAULINE ISAMBERT

ÉDUCATION : LA CATA DE LA RENTRÉE 2023

Le 13 décembre, on a appris la suppression d'au moins 1 300 postes dans l'Éducation nationale, notamment dans le premier degré mais aussi en collège et lycée. Après les speed dating de recrutement mis en avant dans certaines académies à la rentrée, le gouvernement poursuit sa casse de l'Éducation nationale.

On retrouve ici une volonté de poursuivre avec des classes surchargées allant jusqu'à 30 en collège et 35 en lycée, et une moyenne de 18,4 élèves par classe dans le premier degré alors que la moyenne de l'Union européenne est de 13. Comment nos enfants peuvent apprendre dans des conditions où les besoins de chaque élève ne peuvent être accompagnés à cause de ces classes surchargées ? Cela s'accompagne d'un manque de formation des enseignants, avec le recours de

plus en plus systématique à des contractuels qui ne sont pas formés suffisamment.

Pour lutter contre la casse de l'Éducation nationale, mais aussi de l'ensemble des services publics qui sont concernés par les mêmes baisses des moyens alloués, il est nécessaire de construire un vaste mouvement de lutte afin d'exiger du gouvernement des moyens supplémentaires comme le recrutement de personnel que ce soit enseignants mais aussi personnel non-enseignant (AED, AESH, etc.) et une amélioration des conditions de travail (salaire, matériel mis à notre disposition...). Ces revendications sont communes dans l'ensemble de la fonction publique mais aussi dans les entreprises privées, il faut donc construire cette lutte tous ensemble.

■ JULEF

EXTRACTION DE LITHIUM DANS L'ALLIER

Le gouvernement affirme que la France doit être autosuffisante en lithium.

Imerys projette d'extraire 1 million de tonnes d'oxyde de lithium dans une carrière dans l'Allier, à côté d'une zone Natura 2000. L'industriel annonce que l'exploitation sera souterraine, pour limiter la pollution de l'air mais rien sur le raffinage nécessitant de grandes quantités d'eau et de produits chimiques. Or la concentration de lithium dans

ce site est de 1 % : donc pour extraire le million de tonnes de lithium, il faudra traiter 100 millions de tonnes de roche ! Sous prétexte de rouler plus propre, on prétend nous fermer les yeux sur l'extraction sale, au point que le président du département a signé une clause de confidentialité ! Leur peur : une réaction massive et efficace de la population comme en Serbie face au projet de Rio Tinto ou comme à Treguennec.



RÉUNION DE LA COMMISSION TRAVAIL OUVRIER ET SYNDICAL

Le 21 janvier, une réunion nationale de la Commission Travail Ouvrier et Syndical (CTOS) a lieu. Cette commission regroupe les camarades de la Gauche Révolutionnaire qui militent dans leur syndicat et leur lieu de travail pour la défense des intérêts des travailleurs et pour une orientation combative des syndicats face aux attaques de Macron et des capitalistes.

Dans un contexte très tendu et difficile pour les travailleurs et précaires, avec une très forte inflation, des attaques multiples contre nos acquis (assurance-chômage, retraites, services

publics...) et des bas salaires, cette réunion nous permettra de discuter de la situation politique et sociale, du mouvement de masse à construire contre la casse des retraites et plus généralement contre ce gouvernement au service des capitalistes, des revendications vitales pour la classe ouvrière et de la crise économique qui risque de prendre de l'ampleur. Notre travail concret et nos responsabilités dans nos syndicats ainsi que la construction d'un courant socialiste-révolutionnaire dans les syndicats, notamment dans la CGT, feront également partie des débats.

SOUTENEZ LE CIO !

Le Comité pour une Internationale ouvrière (CIO/CWI) est l'organisation internationale dont la Gauche Révolutionnaire est la section en France. La construction d'un parti révolutionnaire à l'échelle mondiale est indis-

pensable dans la lutte contre le capitalisme et pour le socialisme. Le CIO ne dispose d'aucune subvention autre que celle de ses militantes, il compte sur les dons de celles et ceux qui veulent soutenir la bataille pour le développement d'une conscience socialiste à une échelle de masse en nous aidant à produire notre matériel. Participez à construire le CIO, faites un don !



ABONNEZ-VOUS À L'ÉGALITÉ !

6 NUMÉROS PAR AN, PLUS LES SUPPLÉMENTS

Notre journal, l'Égalité, est plus qu'un moyen d'information. C'est un outil de lutte pour transmettre nos idées, notre programme, auprès des travailleurs et des jeunes. Les ventes nous permettent de rester indépendants et de financer nos

campagnes. S'abonner, c'est nous soutenir et pouvoir lire régulièrement nos articles qui défendent une ligne de classe, pour l'émancipation des travailleurs, contre les discriminations, pour le socialisme. Alors pour 2023, abonne-toi !

Par mail à : contact@gaucherevolutionnaire.fr

Sur notre site : www.gaucherevolutionnaire.fr/legalite

Avec ce coupon à retourner à : Les amis de l'Égalité, 82, rue Jeanne d'Arc, Centre 166, 76000 Rouen

JE SOUHAITE M'ABONNER À L'ÉGALITÉ

- ABONNEMENT FRANCE, 1 AN15 €
- ABONNEMENT FRANCE, 1 AN (SOUTIEN)20 €
- ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN30 €

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- RECEVOIR LA NEWSLETTER
- RENCONTRER UNE MILITANTE OU UN MILITANT
- REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

JE SOUHAITE AUSSI SOUTENIR LA G.R.

- _____ € PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
- _____ € PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BRED
N° FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061
OU SUR : WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR

NOM / PRÉNOM : _____
ADRESSE MAIL : _____
TÉLÉPHONE : _____
ADRESSE POSTALE : _____

GRÈVES ET CRISE POLITIQUE EN GRANDE-BRETAGNE QUE DÉFEND LE SOCIALIST PARTY ?



Une vague de grèves historique balaie la Grande-Bretagne (voir L'Égalité n°213). Un million et demi de jours de grève ont été comptés en décembre 2022 ! Nous interviewons notre camarade Gary Clark, dirigeant du Syndicat des Travailleurs de la Communication, le CWU, et membre du Socialist Party Scotland (SP), l'organisation sœur de la GR en Écosse.

Peux-tu nous parler des revendications et de l'état d'esprit des grévistes ?

Il y a une énorme colère parmi les membres de notre syndicat ; la direction a imposé une augmentation salariale de 2 % alors

que l'inflation est à plus de 11 %, donc une baisse de nos salaires réels. Ils attaquent aussi nos accords nationaux, ce qui veut dire encore plus d'attaques (...) et ils essaient de rendre le syndicat CWU non-officiel car il est vu comme l'un des plus combatifs au Royaume-Uni.

Que faut-il pour faire avancer les grèves selon le Socialist Party ?

Le SP est très actif dans la lutte, et nous sommes vus comme les dirigeants de la gauche du CWU. Nous mettons en avant la nécessité de généraliser la lutte, vu que le gouvernement attaque tous les syndicats, mais aussi le droit de grève dans certains secteurs ! Nous appelons à une grève générale de 24 heures. Au CWU on n'a pas de compensation quand

on fait grève, donc nous appelons aussi à mettre en place des caisses de grève. (...)

Comment les travailleurs peuvent-ils profiter de la situation actuelle et faire entendre leur voix sur la scène politique ?

Nous appelons à la formation d'un nouveau parti des travailleurs. Pas seulement quand les conservateurs, le Tory Party, nous attaquent, mais aussi on a vu que la direction du Labour Party ne nous a pas soutenus. (...) Nous appelons les syndicats à organiser une conférence pour former un nouveau parti ouvrier.

Retrouvez une version longue de cette interview sur notre site : www.gaucherevolutionnaire.fr



Notre camarade Gary Clark

NOTRE INTERVENTION LORS DE LA JOURNÉE DU 25 NOVEMBRE

Lors de la Journée mondiale contre les violences faites aux femmes, nous avons manifesté et sommes intervenues avec notre « quatre-pages » sur cette question. Nous avons développé le lien entre les violences et le manque de moyens pour y faire face malgré les dénonciations croissantes, montrant que la lutte pour des moyens doit être liée à celle contre la politique de Macron et celle des conseils locaux qui démolissent nos services publics. Les syndicats ont donc un rôle primordial à jouer dans ce combat. Mais leur présence a été largement insuffisante à ces manifs. Si la manif à Paris a rassemblé près de 20 000 personnes, ce succès numérique a été contrebalancé par un niveau maintenu très bas par les organisations « féministes » qui dirigeaient la mobilisation. Elles n'ont amené aucune revendication autre

que celle des « 2 milliards » (mais pour quoi faire, gérés par qui ?) ; les discours et pancartes se limitaient à de la dénonciation (ex : « Grande cause du quinquennat bla bla... »), mais même pas de Macron ou encore moins du système capitaliste. Or, « Les idées sexistes ne sont pas un phénomène "naturel", elles sont le produit du système capitaliste... Pour éliminer la violence sexuelle, nous devons nous en prendre aux racines du problème : la division de la société en classes sociales – elle-même maintenue par la violence. » (L'Égalité n°213) Nos propres pancartes et notre matériel ont par contre reçu un bon écho et nous avons vendu des dizaines de 4-pages ! Le 8 mars, entre autres, nous continuerons à intervenir en défendant une politique de lutte, de classe, pour le socialisme : n'hésitez pas à nous contacter si vous voulez faire avec nous !



DÉCIDONS PETIT-QUEVILLY EN LUTTE CONTRE LA ZFE !

Le président de la Métropole de Rouen, Mayer-Rossignol (dissident anti-NUPES), et la majorité dirigée par le PS, ont fait le choix d'anticiper la mise en application de la Zone à faible émission (ZFE) dans l'agglomération. Là encore, ils choisissent de pénaliser les plus défavorisés. Changer de voiture ou ne plus en avoir. Et la maire de Petit-Quevilly relaie cette politique, accompagnée d'EELV et du PCF (qui, à tort, reste dans la majorité malgré cette politique). Revendiquant la primauté de lutte contre la pollution, ils prévoient l'appli-

cation concrète en mars. Mais cette intransigeance est variable ! L'entreprise ATD démolition, située à Petit-Quevilly, voisine de Total et Lubrizol, qui traite l'amiante issue de bâtiments détruits, s'est ainsi vue autorisée – par vote en conseil municipal de toute la majorité – à passer son stockage de 1 à 70 tonnes de matériaux amiantés par an ! Et comble, de faire circuler tout ça par camions ! Seul « Décidons » a voté contre la ZFE et le droit de stockage d'ATD. La mobilisation va s'intensifier dans les prochaines semaines.

10^e CONGRÈS NATIONAL DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE !

La Gauche Révolutionnaire s'est relancée en 2001, autour de notre journal, l'Égalité, et avait fait son premier congrès en 2004.

Dix-neuf ans après, le 10^e congrès sera l'occasion pour les militantes et sympathisantes de discuter des enjeux de la période, de l'instabilité généralisée par les capitalistes et du rôle central de la classe ouvrière. Slogans, axes, campagnes :

il s'agit de tracer les perspectives pour renforcer les intérêts communs des travailleurs et des jeunes et la conscience de classe. La perspective du socialisme se développera par la popularisation d'un programme authentiquement socialiste et révolutionnaire face au capitalisme. C'est la tâche du parti révolutionnaire de masse que nous avons pour objectif de construire.

CHINE : DE GRANDS BOULEVERSEMENTS SE PRÉPARENT

■ LOUIS MATTHIAS

Fin octobre 2022 s'est tenu le 20^e congrès du Parti « communiste » chinois. Même si dans le rapport politique, il est question de partage des richesses au vu de l'accroissement du nombre de milliardaires et de la colère de la population, il n'en sera probablement rien. Plus aucune réforme politique qui irait vers plus de démocratie n'est envisagée. Au contraire, le pouvoir du Parti « communiste » va se renforcer dans tous les domaines, en particulier dans l'économie où l'État avait laissé un peu plus de liberté aux entreprises privées. Xi Jinping s'est accordé un troisième mandat et n'a posté que des fidèles dans la direction, en évinçant tous les autres « clans » de la bureaucratie.

UN MOUVEMENT INÉDIT

Cinq semaines après seulement, une vague de protestations a balayé le pays. Les demandes de démission du président, de son gouvernement et de la fin de la dictature à parti unique ont été entendues dans les rues des grandes villes. Le déclencheur a été un incendie meurtrier qui a tué dix habitants parce que leurs voies d'évacuation étaient bloquées par les autorités. Les dures politiques « zéro Covid » ont produit une réaction et sont



Dans les manifestations, des slogans politiques demandent la démission de Xi Jinping et la fin de la dictature du PCC

considérées comme un symbole du contrôle du régime. Jusqu'où et combien de temps cette vague de protestation se développe est une question ouverte. Les par-



Les manifestants ont temporairement cessé d'avoir peur

ticipants ont temporairement cessé d'avoir peur, mais les revendications sont diverses. Les étudiants luttent pour les droits démocratiques fondamentaux. Les travailleurs ont mené des luttes isolées sur des questions de salaire et d'heures et, comme ceux de Foxconn, pour de meilleurs services de santé et une protection efficace contre le Covid. Il y a aussi une couche de la classe moyenne plus aisée en Chine qui considère Xi comme un obstacle sur la voie de la prospérité dans une société capitaliste à part entière et préférerait « l'un des leurs ».

Suite à cela le pouvoir a décidé

de la levée brutale des restrictions mais fait désormais face à une vague d'épidémie majeure due au manque de moyens du système de santé. À cela s'ajoutent les difficultés économiques croissantes qui vont être source d'instabilité.

Il est crucial de développer une direction politique sous la forme d'un parti véritablement socialiste capable de mobiliser les travailleurs et les étudiants dans une lutte soutenue pour le pouvoir et de combattre les illusions selon lesquelles un système comme le capitalisme occidental offre une issue aux masses laborieuses et à la jeunesse.

DANS LES RUES D'IRAN : « À BAS LE DICTATEUR ! »

■ MIRA DIMA

Depuis l'assassinat de Mahsa Amini, le 16 septembre 2022, tuée pour avoir mal mis son voile, les rues sont à feu et à sang et on compte un millier d'arrestations et plus de 300 morts. Le mouvement a notamment été impulsé par les jeunes femmes iraniennes, voyant en elle une icône de la liberté. À cette couche estudiantine se sont ajoutés d'autres profils socio-économiques et culturels tels que les travailleurs. Ainsi, on peut dénombrer quelques grèves dans le pays, notamment dans le domaine de la pétrochimie.

En ce début janvier, cinq hommes ont été mis en prison à vie pour avoir « incité à la grève ». Le gouvernement islamique condamne tout ce qui est contraire au régime et le parti communiste « Tudeh » ainsi que les syndicats de travailleurs y sont interdits. Tout cela rend complexe une grève générale de



masse mais les Iraniens trouvent des moyens détournés pour s'opposer au régime en mettant des affiches aux fenêtres, en écrivant des slogans sur les murs et les billets de banque, en sortant la tête découverte dans les lieux publics pour les femmes.

Cela montre un point de non-

retour probable pour le gouvernement et il est possible pour les femmes et les travailleurs d'obtenir des droits démocratiques, mais pas en maintenant un système politique criminel.

Aujourd'hui, on compte 70 % d'inflation, ce qui fragilise d'autant plus la situation économique

des plus précaires, déjà fragiles depuis les années 2000. Les denrées alimentaires de première nécessité sont hors de prix. La seule solution est la grève générale des travailleurs et le renversement du régime islamique pour le remplacer par une démocratie véritablement socialiste.

SOUDAN LES MASSES CONTINUENT LE COMBAT !

Depuis le mouvement de révolte qui a fait tomber la dictature, les comités de résistance établis n'ont pas été en mesure de former un gouvernement des masses, laissant la place à un retour de la classe dirigeante. Le 25 octobre 2021, un coup d'État militaire prend le pouvoir. Les masses avaient perdu leur peur du régime, conscientes qu'il ne peut y avoir de compromis et qu'il faut un nouveau gouvernement démocratique et civil. La situation est restée polarisée.

Le nouveau coup de la classe dirigeante a été l'accord du 5 décembre 2022 entre les forces politiques civiles et les militaires, supervisé par les

impérialistes (ONU) pour « engager un processus démocratique » avec des élections... dans 2 ans ! Il s'agit d'un piège pour laisser le temps d'écraser les aspirations révolutionnaires. Les manifestations ont donc repris, montrant le rejet de cet accord. L'absence d'un parti révolutionnaire pèse. Un tel parti pourrait amener un programme de classe indépendant pour les masses et ainsi aider le développement des comités permettant d'avancer vers un gouvernement civil ouvrier et paysan, ainsi mener la lutte pour la démocratie et le socialisme.

■ YOHANN BIS

LES TUNISIENS BOYCOTTENT LES ÉLECTIONS ; LA CRISE S'AGGRAVE

Après le coup de force de Kaïs Saïed en juillet 2021, qui a obligé le parlement à fermer ses portes pendant presque un an et demi, la Tunisie a connu, en décembre dernier, un premier tour d'élections législatives. Boycottées par tous les partis politiques, les syndicats et une majorité du peuple, ces élections ont connu le taux de participation le plus faible depuis la révolution de 2010 (11,22 %). Ce refus d'aller voter ne représente que le manque de confiance du peuple envers leur président qui s'est montré incapable d'améliorer la situation économique du pays.

La vie trop chère, les salaires trop bas, les conditions de travail horribles et le manque de produits nécessaires rendent la classe travailleuse et les jeunes de plus en plus furieux contre leur gouvernement et les partis politiques qui conti-

nent à ignorer les revendications du peuple. Pour la plupart des Tunisiens, le désaccord entre le président et les partis politiques ne reflète pas forcément un désaccord dans leurs buts finaux. Bien au contraire, ce sont les deux faces d'une même pièce.

De son côté, l'UGTT, la puissante centrale syndicale, continue la pression sur la présidence et l'appelle à revenir au dialogue avec les partis. Mais est-ce suffisant ?! Avec la force humaine qu'admet ce syndicat (+ de 500 000 inscrits), les revendications doivent être plus combatives. Dégager ce président et mettre en place un système socialiste qui respecte le peuple et sert ses intérêts ne sont plus des options mais sont plutôt les vraies solutions pour sortir de cette crise.

■ KAÏS

SCANDALE DU CHLORDÉCONE : LE PARQUET PROTÈGE LES EMPOISONNEURS

Le parquet de Paris a décidé un non-lieu dans le scandale du chlordécone (pesticide interdit en France en 1990 mais utilisé jusqu'en 1993 aux Antilles). Décision proprement honteuse compte tenu des conséquences mortelles à long terme qu'induit la pollution des sols par ce pesticide (90 % de la population contaminée). Le procès évité protège ainsi l'État, des anciens ministres et les békés (descendants des colons) pro-

priétaires des terres qui n'auront pas à rendre de comptes.

De nombreuses manifestations ont eu lieu en Guadeloupe et en Martinique, rassemblant en particulier les ouvriers de la banane, premières victimes de cet empoisonnement. La lutte se poursuit pour l'indemnisation des ouvriers de la banane et pour réclamer que les békés, qui continuent d'être grassement subventionnés par l'État, soient jugés et paient pour leurs méfaits.



CONTRE LE RACISME, CONTRE LE CAPITALISME, LUTTONS !

■ REON - SAN

Pour créer un climat pourri, Zemmour et Le Pen font de l'agitation en diffusant des fantasmes comme le « grand remplacement » ou l'islamisation de la société. Et Darmanin surfe sur cette vague. Loin de la réalité que vivent des millions de travailleur-ses et de jeunes.

Les travailleur-ses font tourner la société, La classe ouvrière et une grande partie de la jeunesse scolarisée est constituée de diversités de couleurs de peau, d'origines géographiques, de religions. Services publics comme l'hôpital, mais aussi dans le secteur privé comme l'énergie, les transports, l'entretien, la restauration, la sécurité, les Uber... Les noirs, les maghrébins, les asiatiques, les femmes et les jeunes sont souvent concentrés dans ces emplois mal rémunérés, et sont ainsi encore plus exploités. Aux mauvaises conditions de travail et de vies s'ajoutent donc pour toutes celles et ceux qui subissent le racisme, la violence des contrôles au faciès, des expulsions, les discours racistes de la bourgeoisie, les lois racistes de Macron-Darmanin...

- Non à la loi Asile-Immigration de Darmanin. Abrogation de toutes les lois racistes (Pasqua-Debré-Valls-Sarkozy...)

- Régularisation de tous les sans-pa-



piers. Pas de cas par cas, ni tri selon les besoins patronaux !

- Assez des contrôles au faciès, des discriminations et des brimades !

CONTRE LE RACISME, S'ORGANISER ET LUTTER COLLECTIVEMENT

Le rôle principal des lois et discours racistes est de nous faire accepter notre sort et de freiner les possibilités de lutter ensemble. En réalité, quelle que soit notre origine ou la religion, travailleurs français ou étrangers, nous avons les mêmes intérêts à défendre face aux capitalistes et au gouvernement.

Mais il ne suffit pas de le dire. Il faut s'organiser pour le combattre. Les luttes antiracistes sont aujourd'hui très faibles. Mais les manifestations massives après le meurtre raciste de Georges Floyd aux États-Unis, d'Adama en France, celles de soutien aux migrants tous les 18 décembre sont l'occasion de mobiliser et d'expliquer ce qu'est le racisme et

comment le combattre.

Comme disait Malcolm X un dirigeant noir américain des Black Panthers : « il n'y a pas de capitalisme sans racisme ». La lutte contre le racisme et pour l'égalité est indissociable de celle contre le système capitaliste. C'est donc essentiel que les organisations du mouvement ouvrier, syndicats et partis, organisent la résistance face aux discriminations et aux lois racistes. Et que celles et ceux qui le subissent s'organisent à leurs côtés.

La propagande raciste cache mal le fond du système. Guerres, hausse des prix, injustices et inégalités sont toujours plus importantes. Le capitalisme est incapable de garantir une existence digne pour l'humanité toute entière.

Face au racisme et aux idées réactionnaires nationalistes, organisons-nous ! Luttons ensemble pour une société débarrassée de l'exploitation capitaliste, où l'égalité n'est pas un mot creux mais une réalité. Pour une société tolérante, juste et démocratique qui fonctionne pour les besoins de chacun.e et tou.tes : le socialisme !

UN ACCUEIL DIGNE POUR TOUS !

Les migrants sans-papiers sont la proie facile d'exploiteurs : ils offrent une main d'œuvre pas chère. Les travaux sous-payés et sans aucun droit permettent d'entretenir de très bas salaires sur certains emplois (bâtiment, restauration, ménage...). Assez de ces conditions d'esclavage !

Les migrants doivent avoir des papiers pour travailler, se loger et vivre dignement. Les syndicats de travailleur-ses doivent organiser la lutte pour

leur régularisation immédiate et sans condition. Car les emplois sous-payés, les conditions de travail immondes et le manque de logements corrects menacent tous les travailleurs, avec ou sans papiers. Alors luttons ensemble pour des salaires dignes et de vrais logements pour tous. Solidaires et unis contre l'exploitation capitaliste !

■ CHRIS

COMMENT AGIR FACE AUX ATTAQUES DES FACHOS ?

Fusillade raciste à Paris le 23 décembre tuant trois militants kurdes, actions contre des réunions publiques de la France insoumise... Comment réagir face à des attaques racistes ou de groupes fascistes ?

Nous devons nous organiser collectivement. Et juste après les attaques, appeler largement à des manifestations, si possible sur les lieux pour s'opposer à cette violence raciste. Un appel à la mobilisation de tous, des syndicats, partis de gauche aux côtés des associations antiracistes est une priorité. Les campagnes de Zemmour et Le Pen, et les

provocations de Darmanin sont un terreau favorable à la montée des violences racistes. Ceci incite les plus radicaux (fachos et néo-nazis) à passer à l'acte. En mobilisant les jeunes et les travailleur-ses, on peut montrer qu'en réalité ils sont archi minoritaires dans la société. Mais il faut aussi défendre nos actions publiques et les locaux. Ce n'est pas une affaire de gros bras, c'est politique et l'affaire de toutes et tous. Nous ne pouvons compter sur le gouvernement pour stopper cela. Nous refusons de vivre dans une société violente et raciste et ne les laisserons pas faire !

CE POUR QUOI NOUS LUTTONS

La situation de crise sociale et économique demande des mesures d'urgence : voici les revendications que la Gauche Révolutionnaire défend.

TRAVAIL, SALAIRE

- ▶ Un salaire décent pour toutes et tous : + 300 € d'augmentation ; pas de salaire ni de revenu sous 1 600 € net.
- ▶ Zéro suppression d'emplois ! Pour la mise en propriété publique des groupes qui licencient ! Embauches massives dans les services publics (Santé, troisième âge, environnement...) ! Un emploi pour tous : baisse du temps de travail à 32 h, sans perte de salaire et avec embauches équivalentes ! Pas de contrat précaire ou de temps partiel imposé !
- ▶ Prenons dans les profits du CAC 40 (172 milliards d'euros de profits en 2022 !) pour financer l'emploi, aider les artisans/TPE et PME. Ouverture des livres de comptes des grandes entreprises pour contrôler où va l'argent.
- ▶ Pas touche à nos retraites ! Retraite à 60 ans (55 pour les métiers qui l'exigent) après 37,5 annuités de cotisation. Pas une pension sous le SMIC !
- ▶ Pour la gestion démocratique de la Sécurité sociale par les travailleurs.

SANTÉ

- ▶ Arrêt des politiques de casse de la Santé et des services publics. Nationalisation, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population, de tout le secteur de la Santé (depuis les multinationales du médicament jusqu'aux groupes privés de maisons de retraite/Ehpad).
- ▶ Pour un monopole de service public de la Santé avec des moyens et des embauches à la hauteur des besoins définis démocratiquement.

ÉDUCATION

- ▶ Pour une Éducation publique, gratuite et de qualité pour toutes et tous, 15 élèves par classe max, embauche massive de personnel de la maternelle à l'Université !
- ▶ Abrogation de Parcoursup et de toutes les mesures de sélection, pour des facs gratuites et ouvertes à toutes et tous !

DROITS DÉMOCRATIQUES

- ▶ Non aux restrictions sur le droit de retrait et le droit de grève. Garantie du droit de manifester dans les conditions

de sûreté déterminées par les organisations de travailleurs.

- ▶ Contre les violences policières et le racisme. Non au flicage et à la surveillance de la population.
- ▶ Contre toutes les discriminations (genre, origine, religion, orientation sexuelle, etc.)

LOGEMENT

- ▶ Un logement décent pour toutes et tous. Réquisition des logements vides. Aucune expulsion, nationalisation des groupes immobiliers pour mettre les logements à disposition de la population.
- ▶ Des moyens supplémentaires pour l'assistance sociale et l'aide d'urgence.

PRÉPARER UNE LUTTE DE MASSE

- ▶ Les confédérations syndicales doivent être les premières à défendre les travailleurs mis en danger, à faire campagne pour les salaires, conditions de travail... Elles doivent préparer une lutte de masse contre toute la politique du gouvernement.
- ▶ Construction de syndicats combattifs dans tous les secteurs pour permettre aux travailleurs de lutter !

POUR UN NOUVEAU PARTI DE MASSE DES TRAVAILLEURS

- ▶ Des millions de jeunes et de travailleurs se sont mis en lutte ces dernières années contre les politiques qui détruisent nos vies et notre environnement pour les seuls profits des ultrariches. Contre les capitalistes et leurs partis, il nous faut un parti à nous, un outil vivant et démocratique, ouvert à toutes et tous, travailleur-ses, syndicalistes, jeunes, retraité-es, pour pouvoir défendre un programme de lutte commun.

POUR LE SOCIALISME !

- ▶ Expropriation et nationalisation des 500 plus grandes entreprises, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population pour réorganiser démocratiquement l'économie en fonction des besoins de la population.
- ▶ Pour une société débarrassée de la dictature du profit et de l'exploitation, contre ce système qui ne crée que la misère et la guerre, et encourage le sexisme, le racisme, et les discriminations, luttons pour le socialisme par une révolution de masse !

CONTACTEZ-NOUS !

07. 81.32.75.89
CONTACT@GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR

FB : @GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE
TWITTER : @GAUCHE_REVO

LES AMIS DE L'ÉGALITÉ,
82 RUE JEANNE D'ARC,
CENTRE 166, 76000 ROUEN

WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR ★